



Alexis Corbière

candidat

7^e circonscription de Seine-Saint-Denis

Montreuil - Bagnolet

**LA FRANCE
INSOUMISE**

alexiscorbiere2017@gmail.com

Montreuil - Bagnolet, le 3 juin 2017

Madame, Monsieur,

Cher-e-s parents d'élèves de la FCPE de Montreuil et de Bagnolet,

J'ai pris connaissance avec un grand intérêt de votre lettre ouverte aux candidats. Je souhaite vous apporter ici quelques éléments de réponse en tant que candidat de la *France Insoumise* dans la 7^e circonscription du département.

Professeur d'histoire et français en lycée professionnel depuis 1995, formé en Seine Saint-Denis où j'ai longtemps enseigné, je connais bien la réalité et les difficultés des enseignants du département, ainsi que celles des personnels, des parents et des élèves.

Offrir à la jeunesse une éducation de qualité et émancipatrice est un enjeu fondamental pour notre société, comme vous le soulignez, et tout particulièrement dans notre département qui est le plus jeune de la France métropolitaine. Certes, c'est un atout, mais à Montreuil et Bagnolet, la croissance des effectifs scolarisés dans tous les cycles est très forte et les besoins sont aussi croissants, et les moyens n'ont pas suivi.

Ainsi l'école publique est aujourd'hui malmenée. Les réformes libérales des deux derniers quinquennats ont creusé les inégalités ; l'austérité a dégradé les conditions d'études. Après la suppression de 80 000 postes par Nicolas Sarkozy, la promesse de François Hollande de 2012 des « 60 000 créations », déjà insuffisante, n'a pas été tenue. Résultat : le nombre moyen d'élèves par classe a augmenté en primaire, au collège et au lycée. Le manque de professeurs conduit à ne plus assurer les remplacements de milliers de cours, en particulier dans les établissements d'éducation prioritaire.

Notre constat : une école appauvrie où les inégalités s'aggravent, une précarité qui se généralise, des bâtiments scolaires qui se dégradent. À cela s'ajoute une grave crise de recrutement affectant particulièrement nos écoles. Ainsi, régulièrement des classes sont fermées faute de remplaçant. L'égalité d'accès au service public de l'éducation n'est pas garantie. Et la récente nomination de M. Jean-Michel Blanquer, ex Recteur de l'Académie de Créteil, comme ministre de l'Éducation nationale est loin de nous rassurer. C'est en effet lui qui en 2009, à la direction de Dgesco, sous l'autorité du ministre de M. Luc Chatel et la présidence de M. Sarkozy, a appliqué ces coupes budgétaires et les suppressions de postes qui ont tant fait de mal à l'école publique.

C'est pourquoi je m'engage à combattre les politiques d'austérité qui dégradent notre service public et à défendre école comme priorité de nos engagements budgétaires : le budget de l'éducation est un investissement de long terme et non un coût pour la Nation.

Je défendrai l'accroissement des enveloppes budgétaires pour assurer le recrutement des enseignant-e-s requis pour répondre en nombre et en qualité de formation à ces besoins (création de 60 000 poste d'enseignant-e-s sur le quinquennat et rétablissement d'un véritable corps d'enseignant-e-s remplaçant-e-s) ainsi que pour les services de vie scolaire (8 000 postes de CPE et renforcement des AEP) et des COPSYS, médecins scolaires, assistant-e-s sociaux, infirmier-e-s permettant d'assurer l'accompagnement des élèves. Cela passe comme vous le soulignez par le maintien du réseau des CIO.

Dans les écoles, il est nécessaire de garantir la présence d'un-e ATSEM par classe de maternelle, avec un renforcement de leur formation et de renforcer le dispositif « *plus de maitres que de classe* ». L'objectif de ces créations de postes sera de permettre une réduction du nombre d'élèves par classe jusqu'au collège, et de ne pas dépasser les 25 élèves au lycée.

Concernant la prise en charge des élèves en situation de handicap que vous soulevez, je suis favorable à un plan de titularisation et de formation des AVS, ainsi qu'à l'amélioration des classes ULIS avec un nombre d'élève limité à 10 par classe.

Enfin, pour ce qui est de la réforme des rythmes scolaires, je suis pour son abrogation car elle introduit des inégalités selon les écoles et les communes et je suis favorable au retour d'un cadre national garantissant l'égal accès des élèves aux enseignements artistiques, sportifs et culturels.

Je suis aussi conscient de la nécessité de garantir le financement par les collectivités locales des besoins de nos établissements afin de fournir des services locaux agréables et accessibles. Pour cela, je défendrai la mise en place d'un plan d'urgence pour la rénovation des établissements scolaires, garantissant également des espaces de rencontre entre adultes et élèves, et des installations sportives de qualité. Enfin, la cantine doit devenir un lieu clé d'éducation et de convivialité. Je défendrai donc la gratuité des repas, en utilisant des produits locaux, issus de l'agriculture paysanne et biologique.

Voilà quelques-uns des axes forts de nos propositions sur l'école. Ils s'inscrivent dans le cadre de notre programme « L'Avenir en commun » que nous avons présenté lors de l'élection présidentielle avec Jean-Luc Mélenchon. Je serai toujours à votre disposition pour échanger sur ces problématiques et je vous invite à me faire connaître vos besoins et remarques.

Bien cordialement,

A handwritten signature in black ink, reading "Alexis Corbière". The signature is written in a cursive style and is positioned above a horizontal line that extends to the right.